

Après l'accord de Paris, comment la planète fut sauvée



Imaginary

Un récit pour imaginer une réponse à l'urgence climatique et démocratique à la vitesse de la révolution numérique

Language of your contribution : French Attached resources language : French

Après l'accord de Paris, comment la planète fut sauvée

Comme l'ont reconnu la plupart des délégations qui ont approuvé samedi 12 décembre [l'accord de Paris](#), la bataille climatique ne fait que commencer. [De nombreux observateurs](#) jugent cependant que l'accord n'est qu'une coquille vide qui ne permettra pas d'atteindre les objectifs qui y figurent : "contenir la température moyenne de la planète nettement en-dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C". Pourtant ce qu'ont démontré de nombreux participants à la conférence du Bourget, et ce qui a convaincu les délégations d'inscrire ces "1,5°C", c'est qu'au-delà les conséquences seraient catastrophiques pour la planète et pour l'humanité toute entière. Alors qu'en cette année 2015, nous devrions déjà dépasser de 1°C la moyenne des températures pré-industrielles, nous constatons aussi que les catastrophes climatiques liées au climat poussent des millions de personnes à se déplacer, d'abord à l'intérieur de leur pays, mais de plus en plus vers les pays encore relativement stables. Le dérèglement climatique est devenu l'une des causes de guerre civile dans plusieurs pays, il pourrait devenir demain la principale cause de déstabilisation de nos démocraties.

L'Accord de Paris a tenté de traduire ce que devrait être la justice climatique mais il a aussi montré à quel point les obstacles pour rendre cette justice effective étaient énormes. Mais plutôt que de sombrer dans le pessimisme, ne serait-il pas plus utile de partir de cet accord pour imaginer en quoi il peut changer la donne? Imaginons ses conséquences non seulement pour répondre à l'urgence climatique mais aussi à l'urgence démocratique. Faisons un peu de prospective, mais non pas à 2050 ou 2100 : projetons nous plutôt dans les années qui viennent. Pour construire un tel scénario, regardons toutes les mouvements émergents et constatons à quelle vitesse certains peuvent prendre de l'ampleur grâce à la révolution digitale en cours, pour le meilleur et pour le pire. Mais ne gardons dans ce récit que le meilleur !

Les commentaires et les suggestions pour améliorer cette fiction sont les bienvenus !

2016 : les combats menés depuis 2014–2015 prennent de l'ampleur, [plusieurs actions en justice](#) portent leurs fruits et de fortes amendes tombent, les coalitions se constituent

Les [campagnes de désinvestissement dans les énergies fossiles](#) se généralisent. De 5% des actifs mondiaux concernés fin

2015, ce chiffre grimpe après l'accord de Paris à plus de 20%. Alors que le prix des énergies fossiles est au plus bas, quasiment plus aucun investissement dans l'exploitation d'énergie fossile ne voit le jour : plus aucun actionnaire ne croit en leur rentabilité et [les cours des industries fossiles](#) sont tombés au plus bas.

Le 22 avril 2016, journée internationale de la Terre Mère, déjà 80 pays représentant bien plus que le seuil nécessaire pour l'approbation signent l'Accord de Paris. Les annonces sont encore nombreuses mais la société civile est toujours mobilisée et continue à dénoncer le greenwashing.

Les conclusions de '[affaire Exxon Mobile](#)' constituent une conflagration plus violente encore que l'affaire Volkswagen. Pour avoir menti et caché ses travaux faisant état dès la fin des années 1970 des impacts des émissions de CO2 sur le climat, l'entreprise pétrolière est condamnée à une amende record. Alors que des actions se préparent contre toutes les entreprises du pétrole, du charbon et du gaz, certaines obtiennent leur abandon contre des engagements pour financer le fonds mondial pour le climat. Ces contributions renversent la perspective des 100 milliards de dollars attendus par les pays développés à l'horizon 2020. Lors de la COP22 à Marrakech, il est acté que ce financement sera intégralement du don mais que l'essentiel ne proviendra pas des Etats : plus des deux tiers des montants apportés proviendront des engagements volontaires ou des amendes supportés par [les entreprises privées et par les compagnie d'Etat au titre de leur responsabilité passée](#).

[Des actions contre les Etats sont également montées](#): [après les Pays-Bas](#), c'est la Norvège qui se trouve condamnée à réduire ses émissions au plus vite et d'accélérer ses efforts financiers vers les pays en développement. Une action est menée au niveau de l'Union Européenne, et déjà on parle de réviser l'engagement à 2020 à 30% de baisse par rapport à 1990 - l'objectif initial de 20% étant déjà dépassé en 2015. A l'horizon 2030, il est proposé de le porter à 60% au lieu des 40% qui avaient été annoncés avant la COP21.

En octobre, un ouragan d'une puissance encore jamais mesurée auparavant frappe de plein fouet Miami. Des gratte-ciels s'effondrent, la ville est noyée ; peu de morts car la totalité de la péninsule avaient été évacuée, mais tout est à reconstruire. Le candidat républicain a beau invoqué la colère divine, les démocrates remportent largement l'élection. Ayant annoncé suite à l'accord de Paris de refuser tout financement de la campagne par des industries fossiles, ils ont pu mobiliser auprès d'eux toutes les nouvelles industries vertes ainsi que celles de l'internet qui ont toutes montrer leur volonté d'accélérer les efforts pour des solutions à l'enjeu climatique. La nouvelle Présidente promet d'accélérer les engagements annoncés par son prédécesseur: mise en place d'une taxe carbone, standards pour les nouveaux véhicules, arrêt progressif de toutes les centrales et industries polluantes sont au programme d'un nouveau climate act. Mais alors que les débats au congrès s'embourbent, c'est la justice qui va accélérer le rythme et dans plusieurs Etats, elle ordonne elle-même des fermetures de centrale. Un mouvement transfrontalier s'enclenche et, avec de nombreux pays du continent américains, dont le Canada, le Mexique et plusieurs pays d'Amérique du Sud, une grande coalition se forme pour adopter des standards communs et mobiliser une taxe carbone différenciée dont les revenus sont attribués aux pays les plus touchés par le dérèglement climatique.

[L'Alliance solaire internationale](#) démarre rapidement ses actions et en lien avec le Fonds mondial pour le climat commence à financer des centrales solaires ainsi que des installation solaires dans les zones non connectées. Les prix se sont effondrés et les batteries ont suivi, de nouvelles usines de production se construisent dans plusieurs pays émergents. Le rythme d'adoption des panneaux photovoltaïques plus batteries commencent à prendre la forme de la courbe de diffusion des smartphones : il aura fallu 8 ans pour équiper la moitié de population en téléphone connecté à internet; on pronostique maintenant qu'avant 2020 la moitié de la population mondiale aura accès à l'électricité grâce à des panneaux photovoltaïques.

2017 : la bulle carbone a explosé mais l'économie réelle reprend sa course pour la transition écologique

Les lobbys ne sont pas morts et tentent à tout prix de sauver leur modèle économique. Mais ils sont attaqués à la fois par la concurrence des nouveaux modèles numériques et par les actions en justice. Les grands opérateurs d'électricité sont exsangues. Même EDF, pourtant considéré comme le premier électricien décarboné, et malgré ses efforts pour fermer ses dernières centrales à charbon dans le monde, est poursuivi pour avoir financé des actions qui ont freiné l'émergence des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. L'offensive concerne aussi l'agroalimentaire et l'industrie chimique.

Ce sont finalement les régulateurs financiers qui vont précipiter la chute des cours boursiers : [la task force mise en place fin 2015](#) par le Conseil de stabilité financière a imposé des nouvelles règles de transparence et des reporting intégrés. L'information est mobilisée activement par la société civile et par des actionnaires militants. Toute tentative de greenwashing est immédiatement dénoncée par les réseaux sociaux et fait l'objet de poursuite devant les tribunaux.

La bulle "carbone" explose mais ses ravages sont limités: les banques centrales avaient cette fois pris la mesure du risque et imposé aux banques privées de se protéger contre les dépréciations d'actifs à venir. Surtout elles ont canalisé les mouvements des épargnants évitant un phénomène de panique qui aurait été catastrophique. Beaucoup ont perdu mais rare sont ceux qui ont fait faillite : en permettant des transferts mesurés vers les [nouveaux systèmes de prêts en pair-à-pair](#), protégés des effets cycliques, une partie de l'épargne a pu être protégée et a continué à soutenir l'économie réelle, en particulier celle de la transition climatique. Par contre, l'industrie financière "virtuelle" s'est effondrée, avant même que les pays européens ne parviennent à se mettre d'accord pour une [véritable taxe sur les transactions financières](#).

Dans les Alpes, les glaciers ont perdu la moitié de leur surface et l'hiver toujours plus exceptionnellement doux n'aura permis à aucune station de ski d'ouvrir, sauf celles qui auront utilisé massivement les canons à neige artificielle. Au printemps, les rivières et les fleuves sont à un point dramatiquement faible alors que la sécheresse 2016 avait laissé les nappes phréatiques au plus bas. En Suisse et du côté Allemand, les centrales nucléaires sont arrêtées. Mais la France est en pleine élection : le président républicain fraîchement élu se refuse à toute action avant les législatives malgré les signaux d'alerte : la défense du nucléaire était à son programme, rien ne l'arrêtera. Dès le mois de mai, une canicule impose une réduction drastique des consommations d'eau alors que les centrales sur le Rhône continuent à tourner et à utiliser l'eau pour le refroidissement. La centrale du Tricastin est arrêtée sans explication. On découvre quelques jours avant les législatives le scandale : le cœur était au bord de la fusion et il a fallu dépressuriser le réacteur ce qui a libéré des émissions radioactives aux alentours, plusieurs milliers de personnes y ont été exposées sans que rien n'ait été dit, sans qu'aucune mesure de protection n'ait été prise. Une vague verte submerge les bureaux de vote. Elle profite à un nouveau mouvement alternatif et citoyen qui s'est mobilisé après les attentats du 13 novembre 2015 sur le mot d'ordre [#neoresistance](#). Ce mouvement a rapidement rassemblé la société civile et de nombreux militants des partis de la gauche et du centre. Une coalition très large s'est formée en expérimentant des formes de [démocratie liquide et collaborative](#), ce qui a permis d'élaborer un programme profondément écologiste et social et de désigner des candidats partout aux législatives. Au lendemain des élections, les républicains sont acculés à l'alliance avec ce mouvement et le nouveau gouvernement annonce un programme de sortie du nucléaire en dix ans. En un an, il parvient à accélérer l'investissement dans l'éolien et surtout dans le photovoltaïque permettant de remplacer la production de 5 réacteurs à un coût moindre que celui qu'il aurait fallu pour les prolonger. Le nouveau scénario énergétique prévoit la poursuite de l'électrification des usages tout en favorisant les synergies avec la consommation de chaleur et gaz renouvelables et en continuant à réduire le contenu carbone du mix électrique.

La mobilité électrique est en voie de conquérir de plus en plus de villes. Parfois hybridée au biogaz et déjà à l'hydrogène, elle a facilité l'adoption de plans d'action pour sortir les voitures diesel à brèves échéances. Mais ce qui a tout accéléré, ce sont les premières condamnations de maires pour mise en danger des citoyens en raison de la mauvaise qualité de l'air. La décision de fermer de plus en plus de quartiers aux véhicules thermiques a été aussi facilitée par un nouvel engouement: les moyens de déplacement assistés par l'électricité sont devenus l'un des premiers marchés mondiaux. Beaucoup sont aussi des objets connectés qui permettent différentes formes de partage et aident chacun de trouver des solutions adaptées à toutes circonstances: pour les déplacements individuels ou à plusieurs, pour transporter et livrer des marchandises de toute taille. Les études le montrent déjà : dans les villes qui ont drastiquement limité la circulation automobile au profit de ces nouveaux moyens, la vitesse de déplacement moyenne s'est accrue : moins d'embouteillage, plus de fluidité. Si bien

que ce ne sont plus seulement les centres-villes qui profitent des ces mobilités apaisées, mais les quartiers périphériques s'y mettent aussi. De premières agglomérations annoncent l'interdiction prochaine des véhicules thermiques sur un rayon de plus de 50 km. Pour couvrir les plus long déplacements, elles n'attendent pas les transports ferrés de masse trop lent à construire pour mailler suffisamment le territoire. Non, les véhicules autonomes commencent à faire leurs preuves et peuvent déjà assurer de nouvelles formes de transports en commun à haut débit en empruntant des voies réservées sur les autoroutes urbaines. On se rend compte que d'ailleurs dans de nombreuses villes que le réseau d'infrastructures de transport est surdimensionné pour ces nouvelles mobilités qui permettent déjà de se déplacer à moindre coût et en moyenne plus rapidement. Il est bientôt question de fermer des voies pour les végétaliser et développer l'agriculture urbaine...

2018 : le rapport spécial du GIEC confirme la nécessité d'un plafond à 1,5°C et propose des actions d'ampleur pour une décarbonisation immédiate de l'économie

Le rapport spécial constitue un choc encore plus important que celui publié par le GIEC en 2013–2014. Plus aucune hésitation sur l'ampleur de la catastrophe climatique n'y subsiste : la fonte des glaciers s'est accélérée, l'effondrement des glaces aux pôles va conduire à une hausse inexorable du niveau de la mer de plusieurs mètres avant la fin du siècle. Le rapport met aussi en avant les risques d'emballlement climatique et en premier lieu [la fonte du pergélisol qui a commencé à relarguer des millions de tonne de méthane](#). Il conclut que si l'augmentation de température atteignait 2°C, la probabilité d'une accélération en quelques décennies deviendrait forte ce qui conduirait avant la fin du siècle à une atmosphère invivable pour toutes les espèces. Limiter la hausse dès maintenant et bien en-deçà des 2°C devient une urgence vitale pour tous.

Mais le rapport comprend aussi une partie optimiste qui montre comment concrètement la limite des 1,5°C peut être respectée. La principale source de ce chapitre est le fruit d'un travail de recherche collaboratif qui a associé des milliers de chercheurs, de collectivités, d'associations et d'entreprises pour modéliser finement les solutions locales déjà mises en œuvre dans les territoires les plus engagés. En ajoutant à ces initiatives les dernières innovations dans les énergies renouvelables et l'agroécologie, le GIEC montre la trajectoire pour éviter la catastrophe. Mais il faut agir maintenant et refuser tout nouveau délai.

Le GIEC assortit sa projection d'une évaluation économique de la faisabilité d'une telle trajectoire, ce qui a été possible en rejetant des vieux schémas de l'économie néoclassique. Considérant que l'économie est loin d'être à un stade d'équilibre, hypothèse que font pourtant presque tous les économistes orthodoxes, les experts expliquent comment au contraire une action forte et rapide, équivalente à ce que ferait une guerre mondiale sur le capital productif existant, peut au contraire remettre l'économie mondiale sur un sentier d'équilibre. Pour le GIEC, il ne faut donc plus hésiter et sortir dès maintenant des infrastructures polluantes : mettre à l'arrêt avant 2020 toutes les centrales fossiles qui ne devront plus être utilisées que pour gérer l'intermittence des renouvelables en attendant que le stockage de l'électricité soit suffisant ; arrêter toute les lignes de production de véhicules très émetteurs. Les experts recommandent aussi l'adoption systématique de mesures protégeant le stockage de carbone dans les sols et la biomasse: plus aucun aménagement ne devrait artificialiser les sols sans compensation qui neutralise toutes les émissions, la production agricole et forestière doit rapidement devenir un puits net de carbone, la chimie n'y sera d'aucun remède et l'élevage industriel doit être arrêté au plus vite pour ne laisser la place qu'aux pratiques compatibles avec les besoins de l'exploitation agroécologique. Dix ans pour réaliser cette transformation, c'est le nouveau délai qui retentit dans tous les médias à travers le monde.

Un chapitre dédié aux migrations met aussi en avant tous les bénéfices sociaux et économiques à accueillir les migrants et récuse point par point toutes les politiques mise en œuvre pour limiter les migrations. Dans la foulée de sa publication, une coalition de pays annonce l'ouverture complète de leur frontière et la création de visa qui facilitent l'entrée et la sortie de tous les réfugiés.

Cette coalition déclare par ailleurs que ses membres ne respecteront plus les dispositions sur le commerce international et la propriété intellectuelle dès lors que celles-ci contreviennent aux objectifs du développement durable. Ils font barrages à toutes tentatives de condamnation des barrières tarifaires mises en place selon des critères socio-écologiques. Certains tentent la taxe sur la pollution ajoutée. Une autre expérimentation se généralise rapidement : il s'agit d'une monnaie complémentaire numérique qui permet d'appliquer le principe du pollueur payeur de manière systématique, en incluant les importations. La coalition organise aussi la riposte face aux entreprises qui tentent des actions juridiques contre les pays qui ont décidé la fermeture immédiate de certains de leurs actifs ou qui ont mis des brevets en libre-accès.

Affaiblie par de nombreuses condamnations des lobbys qui remontent jusqu'aux administrations, la Commission Européenne est en quasi arrêt cardiaque. La plupart des pays européens ont été poursuivis et se sont engagés à revoir les engagements climatiques. Mais la Pologne s'y est toujours refusée et est condamnée par la Cour de Justice européenne à une amende record. Privée d'échappatoire elle annonce sa sortie de l'Union. Après le référendum du Royaume-Uni qui avait conduit à engager la sortie à partir de 2017, c'en est fini de l'Union Européenne telle qu'elle s'était dessinée à la fin du vingtième siècle. Pourtant les idéaux ne sont pas morts et un vaste mouvement s'est fédéré pour construire un nouveau projet européen. Il réunit les néorésistants français, le mouvement Podemos arrivé au pouvoir en Espagne et d'autres mouvements émergents dans tous les pays européens mais aussi jusqu'en Ukraine et soutient l'émergence de mouvements en Turquie et en Russie. Organisé suivant les principes de la démocratie liquide et collaborative, il devient rapidement un parti transnational avec un projet de nouveau traité et des missions très claires: réduire la bureaucratie européenne pour [transformer les institutions en partenaires des communs](#). L'Europe doit protéger les droits de l'humanité, l'ensemble des droits humains, des droits sociaux et environnementaux, mais elle ne saurait mieux le faire qu'en favorisant les initiatives coopératives qui réinventent les manières de produire, d'enseigner, de soigner... Ces initiatives se sont déployées à toute vitesse depuis l'émergence de l'économie collaborative mais peinent à concurrencer les plateformes numériques devenues des géants capitalistiques. Pour préparer les élections européennes de 2019, le nouveau mouvement européen fait la démonstration que ces nouveaux modes de coopération peuvent dépasser le capitalisme et en parallèle dénonce le socialwashing des entreprises qui se vantent d'être responsables. Pour le mouvement européen, la responsabilité sociale pour être réelle, doit associer toute les parties prenantes. Seule la démocratie liquide et collaborative peut la rendre effective. Fin 2018, déjà plus de 100 millions d'européens dans et hors de l'Union participent activement à cette nouvelle forme démocratique dans le mouvement européen mais aussi dans leurs entreprises, dans leurs associations, dans leurs collectivités.

En remplaçant le savoir-faire paysan, l'agronomie s'est voulue une science réservée à une élite de l'agroindustrie qui a conduit à une réduction drastique de l'emploi agricole partout dans le monde. Les échanges collaboratifs ont permis de rapidement élaborer et diffuser un savoir-faire agroécologique : chacun peut facilement mobiliser l'intelligence collective pour trouver des solutions adaptées aux spécificités de chaque sol cultivable. Les retours d'expérience de production maraîchère à très haut rendement se sont multipliés permettant de faire la démonstration qu'il est possible de vivre de l'agroécologie au sein même des agglomérations. S'en est suivi un véritablement engouement qui a été accompagné par la mobilisation de la restauration collective et privée. Encore une fois, des procès contre la "mal-bouffe" dans les écoles a été un facteur d'accélération et le 100% local et agroécologique est devenu un standard. La conversion des terres est longue, mais le nombre de personnes qui s'y sont engagées croît de manière exponentielle depuis une décennie et déjà la production maraîchère locale concurrence de larges secteurs de la production industrielle. La multiplication d'initiatives gastronomiques a permis aussi de diffuser très largement de nouvelles pratiques alimentaires. On se remet à cuisiner, à transformer ses fruits et légumes pour les conserver. La production agroécologique de céréales et de légumineuses locales émerge et avec elle de la transformation locale sous toutes les formes favorise la diffusion d'alternatives à la viande. Certains essaient encore de convaincre de manger des insectes, mais si leur élevage industriel a permis de réduire l'importation de tourteaux de soja pour l'élevage, la consommation par les humains est encore très marginale!

2019 : les industries de l'ancien régime climatique sont moribondes - le

nouveau régime climatique est en marche

Alors que des subventions avaient été envisagées initialement pour aider les entreprises mises en difficulté par la transition énergétique, comme les centrales à charbon allemandes, les gouvernements qui arrivent au pouvoir abandonnent ces engagements : pourquoi compenser des actionnaires qui ont soit délibérément agi sans prendre en compte un risque pourtant clair, soit qui n'ont pas su prendre les bonnes orientations stratégiques ? Ce sont bien ces actionnaires qui sont responsables de la mort des industries dites de [l'ancien régime climatique](#), de ce monde où on croyait encore que la Terre était une poubelle. Les pouvoirs publics ont choisi alors de concentrer toutes les aides vers les travailleurs de ces industries menacées. Mais le bouleversement étant trop global, la révolution digitale faisant encore plus de "dégâts" que les objectifs environnementaux, c'est rapidement un nouveau système de protection sociale qui s'est généralisé à la fois en remplacement des vieux modèles européens, mais aussi en véritable modèle social universel dans les pays émergents. Dans ce nouveau modèle, les droits sociaux sont attachés à chaque individu, qui peut les faire valoir pour la retraite, les accidents de la vie, la formation quel que soit son employeur. Surtout ces droits sont acquis pour toute heure travaillée, même dans des associations non lucratives ou sur des plateformes digitales non marchande. Grâce à des mécanismes de compensation en partie financé par les fiscalités écologiques, c'est un véritable revenu contributif qui est mis en place: un minimum qui permet de vivre décemment quelle que soit son activité, même si celle-ci ne procure pas de revenus. Rapidement un nouvel équilibre s'est trouvé, ce qui a permis à nombre de salariés des industries de l'ancien régime climatique de prendre le risque de la reconversion, pour une part dans la nouvelle économie digitale et écologique, pour une autre part dans les très nombreuses activités solidaires et sociales qui se sont créées, la plupart combinant des activités marchandes et non marchandes.

C'est dans ce cadre que l'innovation open-source a pu accélérer l'avènement des solutions de décarbonisation. En faisant barrage à toutes les attaques visant à protéger la propriété intellectuelle, et en garantissant un statut et des droits minimum à tous ceux qui participent à l'innovation open-source, la coalition des pays les plus engagés a favorisé la multiplication de projets éco-innovants. Des solutions solaires et éoliennes à micro-échelles deviennent très rentables. On réussit aussi à faire de l'hydrolyse et du stockage d'hydrogène accessible. Cela est permis principalement par la nouvelle ère du carbone qui émerge : celle où le carbone n'est plus un polluant mais un matériau, principalement par [le graphène](#), des monocouches de carbone qui peuvent être produites localement dans des fablabs. On invente même des appareils à absorber le carbone de l'atmosphère qui parviennent à produire le carbone nécessaire. En parallèle, l'innovation opensource permet une diffusion massive des techniques d'agroécologie et d'agrofesterie qui assurent la production locale et à haut rendement de la nourriture tout en favorisant le stockage du carbone. La production de matériaux biosourcés et bioinspirés devient aussi possible dans les fablabs où l'on produit par exemple des isolants naturels ultra-performants qui accélère la rénovation énergétique des bâtiments.

La coalition des pays les plus engagés publie avant l'heure ses contributions nationales et annonce une décarbonisation complète en dix ans. Elle réclame de réviser les ambitions de la COP26 prévue en 2020 pour entraîner l'ensemble des autres pays dans le changement de modèle.

Alors même qu'elle a été le pays le plus touché par les catastrophes climatiques récentes, l'Inde réussit une impeccable transition : elle est devenue leader du solaire et a déjà presque complètement convertit son agriculture à l'agroécologie. Elle n'a en fait pas eu le choix : l'agriculture conventionnelle s'est effondrée avec les dérèglements et il lui a fallu inventer des modes de production plus résilients. Les inondations à répétition ont plusieurs fois arrêté complètement dans plusieurs Etats le système électrique centralisé et tous les projets nucléaire ont été stoppés en raison des dégâts rencontrés sur les chantiers. Grâce aux mutations de son système énergétique et agricole, les émissions commencent déjà à baisser déjouant tous les pronostics. L'exode rural est stoppé et le mouvement commence même à s'inverser. Plus rapidement encore que l'Europe, sans doute parce que la population a dû trouver en elle-même la force pour tenir face aux catastrophes, l'Inde réinvente la démocratie: les administrations corrompues ont cédé et plus d'un milliards et demi de personnes participent activement à la démocratie liquide et collaborative. L'Inde s'investit aussi activement à la diffusion de ce modèle: dans toute l'Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, des mouvements s'en emparent. La jeune démocratie tunisienne a également été pionnière dans le mouvement et a réussi à

faire la démonstration d'une compatibilité avec l'Islam. En mobilisant les philosophes et théologiens musulmans, elle réussit à convaincre que la charia peut s'appliquer par cette forme de démocratie et dans le respect des droits de l'humanité. Elle réussit très rapidement à fédérer plusieurs pays musulmans et organise la reconstruction des pays dévastés par des années de lutte contre les mouvements terroristes, de la Libye à l'Irak. Rapidement ces pays abandonnent leurs frontières et constituent un grand ensemble démocratique et respectueux de toutes les minorités. Les tensions s'apaisent lentement, mais il faudra encore du temps pour effacer des décennies de conflit...

Les villes, quelle que soit leur taille, se verdissent. Les fortes restrictions bientôt généralisées des automobiles personnelles sur les voiries des agglomérations ont permis de libérer énormément de foncier qui a été converti d'abord pour aérer les villes et les rendre plus résilientes aux aléas météorologiques (inondations, coulées de boues, canicules...) mais aussi pour en faire des puits de carbone et développer l'agroécologie urbaine. On continue à construire et à améliorer les conditions de logement, mais pourtant les industries extractives qui alimentaient le secteur du BTP, sont presque partout à l'arrêt. Pour stocker le carbone, l'obligation d'incorporer des matériaux biosourcés a été généralisée, et il est devenu systématique que le reste des matériaux nécessaire soit intégralement issu du recyclage. Les démolitions, ou plutôt les démantèlements de bâtiment ont commencé à s'accélérer : nombre de bureaux sont devenus obsolètes avec la nouvelle économie. On préfère créer maintenant des espaces de mixité résidentielle, de coworking et d'activités récréatives et coopératives. L'assainissement financier après l'éclatement de la bulle carbone a facilité les conditions pour investir en pair-à-pair dans ces nouveaux aménagements, mais c'est aussi les modes de propriétés qui ont été bouleversés. Des formes coopératives protégées par les pouvoirs publics ont pu faire leur preuve pour faciliter des aménagements participatifs qui ne contraignent pas la mobilité (la possibilité de déménager) mais pour lesquels au contraire une forte mixité est favorisée. Une part croissante du marché immobilier est maintenant géré sur des plateformes collaboratives : d'un côté les plateformes de financements participatifs dans les coopératives d'aménagement ; de l'autre les plateformes de locations en pair-à-pair. Les premières fixent les règles de vivre-ensemble dans les nouveaux aménagements et la quasi totalité a adopté des règles d'inclusivité qui conduisent à une mixité réelle: les coopératives qui ont tenté des formes de discrimination ont fait l'objet de campagnes par la société civile et de poursuites devant les tribunaux. Les coopératives d'aménagement commencent même à récupérer des copropriétés entières, convaincues par les atouts de la gestion coopérative pour adapter des formes de logements devenus vétustes. Les deuxièmes plateformes assurent une fluidité effective qui permet à chacun de trouver rapidement un logement pour vivre mais aussi des espaces de vie ou de travail temporaires. On déménage plus facilement et de plus en plus le font pour "expérimenter" ce que serait une vie différente ailleurs, sans crainte du départ car le retour apparaît aujourd'hui beaucoup plus facile.

2020 : Un nouvel accord universel est signé pour l'Humanité et la Pachamama

Quatre ans plus tôt que prévu dans l'Accord de Paris, une grande conférence pour l'humanité et la [Pachamama](#) est organisée à [Beijing](#). Elle scelle les nouveaux engagements collectifs pour une décarbonisation complète de l'économie mondiale à très court terme. L'urgence est encore montée d'un cran : le seuil de 1,5°C est déjà atteint du fait des effets d'emballage et les catastrophes climatiques se sont encore multipliées. Mais le modèle du GIEC est maintenant actualisé en continu et chacun peut voir comment il reste possible de stopper nette l'augmentation des températures. Les dernières innovations open-source ont permis de développer une "géo-ingénierie de fourmi", et partout sont mises en œuvre des solutions locales et *ecofriendly* pour capter les gaz à effet de serre et pour réduire l'incidence des radiations solaires. La planète est devenue un immense jardin, extrêmement fragile, mais où chacun s'affaire pour le préserver.

Malgré sa forte ambition annoncée en 2015, la Chine n'a pas réussi à accélérer sa transition. Certains pensait qu'un régime centralisé allait favoriser l'action. Au contraire, la corruption généralisée ne l'a pas permis et le Parti Unique s'est épuisé à lutter contre les mouvements de la société civile. Mais en choisissant Beijing pour accueillir la COP26, la communauté internationale a fait un pari, celui que la Chine ne pouvait pas rester en dehors du mouvement et qu'elle devait aussi entrer dans le nouveau jeu démocratique. Ce pari

a été gagnant puisque peu de temps avant la COP, le parti unique est tombé, ou plutôt à abandonner face à un mouvement démocratique très organisé qui a assuré la transition pacifiquement.

Ainsi la conférence a pu être accueillie à Beijing mais ce n'est plus une conférence des pays. Elle est menée avec tous les peuples du monde en s'appuyant elle-même sur la démocratie liquide et collaborative qui permet à de nombreux pays de mettre autour de la table des délégués qui ne sont pas ceux nommés par les gouvernements, et en associant aussi partout dans le monde des délégués consultés en direct. Un processus est lancé pour mener la refonte de l'ensemble des textes internationaux, en associant chaque citoyen ou les représentants de son choix. L'accord qui en résulte conduit à la dissolution des Nations Unies remplacée par une nouvelle organisation universelle et démocratique qui sera dénommée Pachamama.